



Le boycott collectif : une action efficace qui ne coûte rien !

En grève le 29 janvier et le 19 mars 2009, les agents de la DGFIP ont très majoritairement exprimé leur mécontentement et leur volonté de voir aboutir leurs revendications concernant les emplois, les salaires, la défense des services publics et les conséquences de la fusion sur les missions et les conditions de travail.

Le 11 mars, le TPG et le DSF de la Vienne ont fait distribuer à l'ensemble des agents un livret de 68 pages sur la DGFIP, avec un planning de réunions les 6, 7 et 14 avril.

Une opération de communication sans précédent !

Tout est déjà consultable sur Ulysse, le nouveau site intranet de la DGFIP ! Il ne s'agit que de ressasser ce que vous avez déjà lu, avez déjà entendu et allez entendre durant des mois.

L'Intersyndicale propose de collecter ces plaquettes afin de les déposer auprès du TPG et du DSF. Ne les jetez pas, Confiez les aux militants syndicaux.

À l'heure où les pressions au travail s'intensifient où les autorisations d'absences sont de plus en plus restreintes (suppression des journées comptables, lundi de Pentecôte...), la DGFIP n'hésite pas à offrir une demi-journée à tous les agents.

Quel est donc le coût d'une telle opération ?

Ces réunions ne sont pas obligatoires.

L'enjeu est de taille pour le Directeur Général, Monsieur PARINI. Alors que le mécontentement est palpable, la DGFIP veut afficher la parfaite adhésion des agents à la fusion et ce qui va avec, c'est-à-dire les suppressions d'emplois et la surcharge de travail sans reconnaissance pécuniaire.

Le 19 mars, par la grève et les manifestations, les agents de la DGFIP ont à nouveau démontré leur détermination, mais on ne doit pas s'arrêter là !

Boycottons massivement les réunions DGFIP. Cela aura une forte signification auprès de l'administration centrale et l'avantage de ne rien coûter : il suffira donc de venir travailler le jour prévu compte tenu du caractère non obligatoire des réunions. **En cas de problème, contactez les organisations syndicales immédiatement.**

Au moment où les fermetures d'usines et d'entreprises s'accumulent, que fait l'Etat ? Il restructure ses services pour supprimer des emplois. Quel avenir pour les milliers de jeunes qui sortent de l'école et des universités ? Quelles perspectives pour les millions de chômeurs ? Ce n'est sûrement pas à la DGFIP qu'ils trouveront du travail !

**Amplifions l'action,
Stoppons les suppressions d'emplois,
Augmentons le pouvoir d'achat,
Défendons les services publics
Imposons des négociations !**